

David Garibay¹

Diversité des violences contemporaines en Amérique latine

Publié in

Amérique latine 2008, Mondialisation : le politique, l'économique, le religieux

Etudes de la Documentation française, 5274-75, 2008, p.37-50.

Région aujourd'hui épargnée par les guerres entre États – et, mis à part la Colombie, par des conflits armés internes – gouvernée pour l'essentiel par des régimes démocratiques, l'Amérique latine n'en est pas moins l'une des régions du monde où la violence est la plus présente dans les relations politiques et sociales.

Le terme de violence ne renvoie certes plus à un schème d'interprétation univoque, comme cela a pu l'être, au cours d'un passé récent, dans certains pays latino-américains : il ne rend plus compte, par exemple, de la violence qui résulterait d'un pouvoir autoritaire (par la pratique systématique de la détention, la mise en œuvre d'exécutions ou de disparitions arbitraires d'opposants), ou d'un conflit armé entre un gouvernement et un acteur armé contestataire. Il regroupe aujourd'hui tout un ensemble de manifestations extrêmement diverses, généralement sans rapport entre elles, qui incluent toutes le recours à la contrainte physique pour imposer sa volonté à autrui, généralement, mais pas systématiquement, dans une logique d'appropriation de ressources.

Paradoxalement, la diversité des violences d'un pays à l'autre, voire entre les villes et les provinces d'un même pays, n'empêche ni une compréhension commune du phénomène dans l'ensemble de la région, ni la généralisation du profond sentiment d'insécurité éprouvé par les

¹ Maître de conférences en science politique, Université de Lyon, Université Lumière Lyon 2, CNRS UMR 5206 Triangle

citoyens latino-américains, qui ont l'impression de pâtir d'une absence de protection. Le journaliste Andrés Oppenheimer a ainsi qualifié l'extension de la délinquance et de la criminalité dans la région de « guerre civile non déclarée »². En effet, les institutions démocratiques et les sociétés politiques des pays latino-américains ne semblent pas aujourd'hui directement menacées par un acteur politique qui utiliserait la violence contre elles. Elles sont extrêmement fragilisées par le fait qu'elles ne sont pas en mesure de garantir l'ensemble de leurs citoyens contre d'éventuels actes de violence, entendus dans leur globalité, dont ils pourraient être victimes.

Ce texte traite de l'hétérogénéité des violences en recourant à une typologie des différents acteurs et des dynamiques de recours à la violence, qui repose moins sur les formes de justification avancées par les acteurs de ces pratiques que sur les effets de celles-ci sur les sociétés latino-américaines. Or, en dépit de cette diversité, des formes d'une lecture homogène, ou du moins qui agrège toutes les formes de violence, existent à la fois dans les représentations que se font les Latino-Américains de la violence, dans les études sur les statistiques ou le coût de cette violence. Enfin, la réflexion aborde les politiques de lutte contre l'insécurité mises en place par de nombreux gouvernements et censées à la fois respecter le caractère démocratique et réduire l'insécurité, comprise comme un problème global et complexe. Parfois même, ces programmes ont des ambitions régionales. Pourtant, malgré quelques réussites ponctuelles, force est de constater qu'ils adressent de nouveaux défis aux régimes en place, tant en raison de l'absence de résultats en termes de réduction de l'insécurité que des problèmes qu'ils posent en matière de respect des garanties démocratiques.

1. Des expressions hétérogènes

² A. Oppenheimer, « Problemas que frenan a América Latina », *El Nuevo Herald*, 11 novembre 2007, http://www.elnuevoherald.com/noticias/america_latina/story/115260.html

Il n'existe pas, aujourd'hui, une seule forme de violence politique en Amérique latine, mais une multiplicité d'expressions et de formes de violences qui ont des incidences sur le politique. Or, cette multiplicité accentue le fait que la qualification de ce qu'est un acte violent est largement soumise à l'interprétation des acteurs : des dirigeants politiques peuvent ainsi contester la légitimité de leurs adversaires ou d'une mobilisation collective en la qualifiant de violente (parce qu'elle ne respecterait pas les institutions ou la loi), alors qu'ils vont utiliser eux-mêmes des outils violents contre leurs propres adversaires (en les qualifiant de criminels, de délinquants, etc.). Les campagnes électorales de 2006 ont été, dans de nombreux pays d'Amérique latine, des moments de cristallisation de ce double usage rhétorique de la violence. Celle-ci est utilisée à la fois pour délégitimer des adversaires, soupçonnés d'avoir eu recours à la violence contre les institutions, ou d'avoir l'intention de le faire, mais également pour les décrédibiliser en développant contre eux des argumentations extrêmement violentes. Cela a été particulièrement manifeste dans les cas où les élections ont été extrêmement disputées, ou bien là où un candidat de gauche, considéré par ses adversaires politiques comme radical, était susceptible de l'emporter, par exemple au Nicaragua, au Pérou, en Équateur ou au Mexique³.

Il est néanmoins possible de tenter de dresser une typologie des acteurs et des formes de violence existant aujourd'hui en Amérique latine. Le critère qui a présidé à cette présentation n'est pas fondé sur le fait que ces acteurs revendiquent une vocation politique en amont du recours à la violence. Il s'agit plutôt de comprendre comment ces expressions violentes, quelles qu'en soient les motivations, ont des effets extrêmement importants quant à la déstabilisation des sociétés politiques et des principaux acteurs de ces relations. Elles vont faire l'objet d'une prise en charge par les autorités politiques, réaction qui va à son tour

³ Sur ce dernier cas, voir Hélène Combes, « La guerre des mots dans la transition mexicaine », *Mots*, n° 85, novembre 2007, p.51-64.

éventuellement modifier le comportement et l'organisation des acteurs qui ont recours à la violence.

Lorsque l'on évoque la violence en Amérique latine, on inclut bien entendu des acteurs qui y ont eu recours en invoquant des revendications de type politique, de prise du pouvoir, ou de déstabilisation des institutions, à l'instar des guérillas révolutionnaires qui existent aujourd'hui en Colombie (Fuerzas armadas revolucionarias de Colombia, FARC, Ejército de liberación nacional, ELN). Or, l'inscription sur le long terme de la lutte armée de ces organisations a eu des répercussions extrêmement importantes en leur sein, à la fois dans leur structuration, leur organisation, leurs modalités de recrutement et d'articulation avec les populations. Pour une guérilla comme les FARC, les principales sources de financement, selon les travaux récents⁴, proviennent ainsi quasi exclusivement du trafic de drogue et des enlèvements. Cette situation a contribué à affaiblir le contenu politique de leurs revendications. Par leur action contre les guérillas, les groupes paramilitaires d'extrême droite (plus ou moins regroupés au sein des Autodefensas unidas de Colombia, AUC) peuvent être également placés dans cette catégorie d'acteurs violents, même si leur aptitude à structurer des revendications politiques a été extrêmement faible. Leur proximité avec des responsables politiques colombiens de haut niveau, mise au jour dans le cadre du scandale surnommé *Parapolítica*, démontre par contre leur capacité de déstabilisation des institutions civiles.

Un panorama des acteurs violents inclut également l'action d'acteurs collectifs, fortement structurés, mais qui ne se présentent pas comme des acteurs politiques. Ainsi, les cartels transnationaux de la drogue en Colombie, au Mexique, au Brésil, mais également en Amérique centrale et dans le Cône Sud, sont très organisés, en fonction de logiques de profit et de protection des réseaux de transformation et de

⁴ Daniel Pécaut, « Les FARC : longévité, puissance militaire, carences politiques », *Hérodote*, octobre 2006, n° 123, p. 9-40

commercialisation de la drogue, mais ils n'ont pas d'action strictement dirigée vers les institutions politiques. Leur action et leur développement ont, par contre, des incidences directes sur le mode de fonctionnement des régimes politiques, par la volonté d'influencer des décisions, de corrompre ou de menacer des responsables. Les cas de corruption, ou de soupçons de corruption, aux plus hauts niveaux, soit du pouvoir civil soit des organismes chargés de la lutte contre le trafic de drogue, sont récurrents, même s'ils sont moins fréquents que par le passé. Et ce, d'autant que les autorités publiques peuvent avoir des stratégies diversifiées de combat ou de coexistence avec ces organisations criminelles, dont les formes d'articulation aux institutions politiques sont elles-mêmes variables.

Ainsi, en Colombie, dans les années 1980, le gouvernement avait réussi à détruire le cartel de Medellín, dont la stratégie passait par une forte visibilité institutionnelle (déclarations publiques, négociations, voire présentation de candidats aux élections) en s'appuyant, de manière indirecte, sur l'autre grand cartel du pays, le cartel de Cali, dont la stratégie était plus discrète, avant de se retourner ensuite contre ce dernier. L'éclatement de ces deux organisations a suscité la création d'une multiplicité de petits cartels, beaucoup moins puissants, mais également beaucoup moins faciles à identifier par l'État.

Plus largement, la constitution de groupes localisés de délinquance et de criminalité, souvent qualifiée de « commune », participent également de cette généralisation de la violence. S'ils n'ont pas de vocation *a priori* politique, ceux-ci possèdent néanmoins des degrés d'organisation variables et, du fait de leurs relations avec d'autres acteurs et de leurs rapports avec les autorités politiques, ils peuvent évoluer et devenir des acteurs collectifs plus organisés ou, au contraire, perdre de leur structuration. Une bande criminelle locale peut ainsi agir ponctuellement contre une autorité politique ou bien être utilisée par d'autres acteurs pour commettre des actes à connotation clairement politique. Les cas des organisations criminelles brésiliennes, des *maras* centraméricaines

(groupes constitués de jeunes, qui ont recours à une violence extrême⁵) ou de certains groupes paramilitaires colombiens constituent trois exemples de ce type d'acteurs.

Au Brésil, les organisations criminelles, dont les plus connues sont le Primeiro Comando da Capital à São Paulo ou le Comando Vermelho à Rio de Janeiro, sont parvenues à des formes de structuration qui organisent tout un ensemble de réseaux locaux de trafic de drogue et de délinquance. Le Primeiro Comando da Capital a ainsi mené à São Paulo en mai 2006, puis dans une moindre mesure en juillet et août, une série d'actions violentes concertées à l'intérieur des prisons, mais également contre des commissariats et des bâtiments publics. Ces actions et la réaction de la police et de l'armée firent 140 victimes, dont environ 80 prisonniers, 40 membres des forces de l'ordre et 20 civils. Elles témoignent de la capacité de groupes de délinquance commune non seulement à se structurer en acteurs collectifs organisés et institués, mais également à affronter directement les forces de l'ordre.

En Amérique centrale, les *maras* se sont développées depuis les années 1990. Dans un premier temps, ces groupes ont été formés par des jeunes ayant vécu illégalement aux États-Unis avant d'être expulsés vers leur pays d'origine : Salvador puis Guatemala et Honduras. Là, alors que les perspectives d'emploi des jeunes sont extrêmement réduites, ils ont reproduit les logiques de bandes urbaines qu'ils avaient connues dans les *barrios* (quartiers) des métropoles américaines, s'organisant selon des rites d'initiation (intégration dans le groupe, tatouages) et de solidarité exclusive au sein du groupe (logiques d'allégeance au chef et à

⁵ Sur les *maras*, voir Frédéric Faux, « Les maras, gangs d'enfants », *Autrement*, Paris, 2006, et Jan Anders, Bruno Cousin, « L'Amérique centrale au défi des gangs : les maras dans le débat public », *Vie des idées*, n° 22-23, mai 2007, p. 75-88, et en espagnol, Maria Santacruz Giralt, Jose Miguel Cruz, Alberto Concha-Eastman, *Barrio Adentro : La Solidaridad Violenta de las Pandillas en El Salvador*, San Salvador, IUDOP, 2001 et les volumes *Maras y pandillas en Centroamérica*, publiés par les Universités centraméricaines du Nicaragua et du Salvador depuis 2002.

la bande). Les deux principaux groupes, la M-18 et la *mara* Salvatrucha se combattent mutuellement, tout en vivant de la délinquance, de l'extorsion, du vol et de l'assassinat, à partir du contrôle territorial de certains quartiers, d'axes de communication ou des voies empruntées par les migrants lors du passage des frontières, en particulier celle entre le Guatemala et le Mexique.

Dotés d'une structure forte, rassemblant des dizaines de milliers de *mareros*, ces groupes sont extrêmement violents, mais ils ne conçoivent pas ce recours à la violence dans une logique politique. Ils ne sont insérés dans les trafics illégaux transnationaux, en particulier de drogue, que de manière circonstancielle. Et, par ailleurs, malgré la forte visibilité des *maras* et leurs pratiques de violences extrêmes, toutes les études sur la criminalité et la délinquance montrent qu'elles ne sont directement responsables que d'une partie peu significative de l'ensemble des faits de violence commis dans ce pays⁶. Or, comme pour les autres groupes qui ont recours à la violence, les *maras* évoluent face aux actions que les États engagent contre elles. Les différentes politiques de sécurité menées au niveau national et centraméricain (voir *infra*) ont conduit certains de ces groupes à s'affirmer et choisir l'affrontement ouvert avec le gouvernement (comme cela a été le cas au Honduras : à la suite d'émeutes dans des prisons réprimées par les forces de l'ordre, en mai 2004, et qui ont fait une centaine de morts parmi les *mareros* détenus, les *maras* ont commis plusieurs massacres contre des civils, en attaquant des bus de transports fin 2004 et début 2005, en signalant explicitement que ces actions étaient des actions de représailles). Plus récemment, les *maras* semblent adopter une logique de contournement des politiques gouvernementales avec, en particulier, une volonté d'apparaître moins ouvertement.

⁶ Dans une étude réalisée en 2003 par l'Institut de médecine légale sur les causes des homicides dus à des faits de violence au Salvador, la responsabilité est attribuée dans 57% des cas à la « délinquance commune » et seulement dans 8% aux *maras*. Cité in *¿Cuanto cuesta la violencia a El Salvador?*, PNUD, San Salvador, 2005, p.23 <http://www.violenciaelsalvador.org.sv>

Enfin, un panorama de la violence actuelle en Amérique latine ne peut se résumer à la présentation d'acteurs organisés. En effet, la violence, et sa prise en compte par les pouvoirs publics, incluent également des formes qui ne sont pas le fait d'acteurs organisés, mais plutôt l'agrégation de violences individuelles. La violence spécifiquement commise à l'encontre des femmes en offre un exemple flagrant. Celle-ci s'exerce en grande majorité dans le foyer familial, l'essentiel des femmes qui sont l'objet de violences, et en particulier d'homicides, l'étant dans le cadre domestique. Néanmoins cette violence a dépassé le strict cadre familial. Le cas le plus médiatisé est celui de Ciudad Juarez (Mexique) où, depuis le début de la décennie 1990, dans un contexte d'accroissement très rapide de la population de la ville du fait du développement des usines de transformation (*maquiladoras*) employant très majoritairement des femmes jeunes, connaissant des conditions de vie et de travail très difficiles, quelque 360 femmes ont été victimes de crimes sexuels et d'assassinats. Cette réalité a été très longtemps niée par les autorités⁷. S'il est difficile de conclure à l'action concertée de tel ou tel groupe, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit bien d'une des modalités de l'existence d'une violence sociale et politique en Amérique latine, au sens où ses victimes sont une catégorie spécifique de la population, visée en tant que telle.

Les mobilisations sociales et collectives participent à leur manière de ce panorama de la violence. Certaines modalités d'action, récurrentes en Amérique latine, peuvent être assimilées à des formes de violence, à l'instar des barrages sur les routes, comme les actions des *piqueteros* argentins, qui établissent des *cortes de ruta* (barrages), très fréquents lors de la crise argentine entre 1999 et 2002, mais repris plus récemment, en particulier dans la crise internationale entre l'Argentine et l'Uruguay au sujet de l'implantation d'usines de cellulose sur le fleuve

⁷ Marc Fernandez, Jean-Christophe Rampal, *La ville qui tue les femmes*, Hachette, Paris, 2005 ; Sergio Gonzalez, *Des os dans le désert*, Passage du Nord-Ouest, Albi, 2007.

frontalier. Peuvent également être analysées ainsi : les actions de blocage de villes (comme cela a été le cas à plusieurs reprises en Bolivie, à l'occasion des « guerres de l'eau » de Cochabamba en 1999-2000 ou des « guerres du gaz »⁸ de 2003 et 2006), les installations non violentes mais traduisant une volonté d'occuper sur le long terme des espaces publics, et en particulier les places des centres-villes comme au Mexique (*plantones* ou *campamentos*), ou bien encore des occupations de fermes par des mouvements de paysans sans terres comme au Brésil. Mais ces types d'actions collectives, qui s'inscrivent souvent dans des formes historiques de mobilisation (l'envahissement de terres étant par exemple une modalité *de facto* d'occupation et d'installation de migrants venus des campagnes, en particulier dans les bidonvilles, et est souvent légalisé *a posteriori*), ne sont pas véritablement assimilables à des formes de violence collective.

Enfin, parmi les principaux acteurs de la violence, les organismes participant au maintien de l'ordre public occupent une place importante. Les polices, locales ou nationales, et de plus en plus souvent l'armée, sont en effet fréquemment mobilisées contre des acteurs violents, mais plus largement contre des mobilisations collectives. Les pratiques de maintien de l'ordre conduisent en effet à des pratiques très fréquentes de répression, détention, torture, voire exécution, qui outrepassent amplement largement les compétences constitutionnelles de ces organismes⁹. Les organisations internationales de protection des droits de l'homme dénoncent très régulièrement les exactions perpétrées par les forces de l'ordre. Celles-ci sont bien souvent commises lors d'une action banale, à l'occasion de laquelle celui qui est simplement

⁸ Franck Poupeau, « Les “guerres du gaz” en Bolivie », *Problèmes d'Amérique latine*, été 2005, n° 57/58, p. 199-214.

⁹ Voir sur le cas mexicain H. Combes « Transition démocratique et maintien de l'ordre. Le cas du Mexique », dans Della Porta (Donatella), Filleule (Olivier) (dir.), *Maintien de l'ordre et gestion des conflits collectifs. La police des foules en contexte démocratique et autoritaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, p. 229-255 ; et pour le Brésil, Camille Goirand, « Violence, contrôle de la violence et démocratie », *Lusotopie*, 2003, p. 163-172.

soupçonné d'appartenir à un groupe délinquant ou qui habite dans un bidonville jugé dangereux, peut être arrêté sans autre motif ou preuve, voire être victime d'exactions policières. Plus largement, cette violation de la légalité peut être commise à l'occasion d'actions spécifiques de luttes contre les organisations criminelles, comme les *maras* ou les organisations brésiliennes, comme en témoigne le nombre de personnes tuées lors d'émeutes dans les prisons, dans les deux cas. Mais ces débordements sont également fréquents à l'occasion du recours à la force contre des mobilisations sociales.

Les pratiques de répression des mouvements sociaux et le recours à la violence par les forces de l'ordre ne sont pas étrangers aux démissions de chefs d'État qui se produisent à la suite de manifestations massives, comme cela a eu lieu en Argentine, en Équateur ou en Bolivie entre 2002 et 2005. Au Mexique, deux événements récents ont conduit à la mise en œuvre de répressions totalement disproportionnées, face à des mobilisations sociales. En mai 2006, à la suite de mobilisations à San Salvador Atenco, près de la capitale fédérale, l'intervention très violente des forces de l'ordre se solde par la mort de deux manifestants, la détention hors de toute procédure de 200 personnes, sans compter de nombreux actes de torture et des violences sexuelles. À Oaxaca, au sud du pays, les manifestations d'enseignants qui débutent en mai 2006 s'étendent à un mouvement civique dans toute la ville et prennent la forme d'une occupation (*plantón*) du centre-ville pour demander la démission du gouverneur de l'État. Le mouvement est réprimé une première fois en juin par les forces de police locales puis, de manière définitive, en octobre, lors d'une opération conjointe de l'armée et de la police fédérale. Le nombre de victimes est estimé à une vingtaine, et environ 150 animateurs de cette mobilisation sont arrêtés et détenus sans jugement, une cinquantaine sont considérés comme disparus¹⁰.

¹⁰ David Recondo, « Oaxaca, el ocaso de un régimen », *Letras libres*, février 2007, <http://www.letraslibres.com/index.php?art=11826> et D. Recondo « Oaxaca : la périphérie autocratique de la démocratie mexicaine », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 64, 2007, p. 73-90.

2. Une compréhension unique ?

Malgré la diversité de leurs expressions, il n'en demeure pas moins que les différentes sociétés latino-américaines considèrent le problème de l'insécurité et de la violence comme l'une des principales menaces pour leur stabilité. Les enquêtes du *Latinobarometro* montrent une hausse constante de la préoccupation des Latino-Américains quant à la violence. À la question « le crime a-t-il empiré par rapport à l'année dernière ? », la réponse est positive à plus de 75 % dans 16 pays sur 18 en 2005. Les Latino-Américains interrogés placent certes toujours en tête des principaux problèmes le sous-emploi et le chômage, mais cette réponse recule alors que progresse de manière constante la dénonciation de la délinquance et de l'insécurité : 8 % des Latino-Américains considéraient en 2003 que ce point constituait le problème le plus grave de leur société, alors qu'ils étaient 16 % en 2006¹¹.

Une analyse de la façon de rendre compte des effets de la violence – par les statistiques de violence ou par le coût de cette dernière – et une interrogation sur ses causes constituent deux façons de montrer la manière dont s'impose une compréhension homogène de la violence.

Les données statistiques sur la violence permettent d'avoir une perspective d'ensemble. Il faut bien entendu considérer ces données avec prudence, encore plus s'agissant de pays latino-américains. Elles sont souvent l'objet de sous-déclarations, étant donné non seulement les hauts niveaux d'impunité, mais également les risques plus ou moins explicites de représailles encourus lors du dépôt d'une plainte contre une autorité officielle. Ces chiffres sont par ailleurs donnés à des niveaux

¹¹ Les pays où ce problème est cité en premier lieu, devant les questions d'emploi, sont aussi bien des pays fortement affectés par la violence (Salvador 40 %, Venezuela 39 %, Guatemala 36 %, Honduras 26 %) que des pays qui le sont beaucoup moins (Argentine 23 %, Chili 22 %). Pour ces deux questions, voir les rapports annuels du *Latinobarometro* (www.latinobarometro.org).

nationaux, ce qui occulte de fortes disparités entre régions. Il n'en demeure pas moins qu'ils fournissent un indicateur à la fois de la magnitude et de la caractérisation de la violence en Amérique latine, mais également des différences entre pays. L'un des indicateurs les plus couramment utilisés dans les comparaisons internationales est le taux d'homicide, ou taux de décès dus à des actes intentionnels de violence. Le chiffre pour l'ensemble de l'Amérique latine se situe en 2002 à 27,5 pour 100 000 habitants, soit le chiffre le plus élevé de toutes les régions du monde. Cinq pays d'Amérique latine se situent parmi les onze premiers pour les décès liés à des actes intentionnels dus à des faits de violence¹². Et le taux, en Colombie (72,4 pour 100 000), est de loin le plus élevé au monde. Le Salvador, le Guatemala, le Venezuela et le Brésil ont des taux compris entre 30 et 40 pour 100 000 habitants.

Ces chiffres permettent également de discerner une première caractérisation de la violence : les homicides sont dus quasi exclusivement à des faits de violence, et non à des faits de guerre, donnée absente dans toute la région, à l'exception bien entendu du cas colombien. Dans ce cas, où le taux de décès lié à des faits de guerre (19 pour 100 000) est certes élevé, force est néanmoins de souligner qu'il est relativement faible au regard d'autres pays qui connaissent des situations de conflit armé interne dans le reste du monde¹³. Ces statistiques permettent également d'établir de fortes différences entre pays : en dehors des pays cités, les données publiées (tableau 1) font

¹² Plusieurs organismes internationaux publient des données sur cet indicateur. Si les données sont variables entre organismes, elles rendent toutes compte à la fois d'un différentiel entre l'Amérique latine et d'autres régions du monde et du même classement interne au sein de la région. Les données de l'OMS ont été utilisées ici. Elles distinguent, parmi les raisons de décès liés à des actes intentionnels, les suicides, les faits de violence et les faits de guerre. Seuls ces deux derniers ont été pris en compte.

¹³ Pour un élément de comparaison, en 2002, ce taux était de 125 pour 100 000 au Burundi ou de 86 pour 100 000 en République démocratique du Congo. Le taux de la Colombie est semblable à celui de l'Algérie ou du Zimbabwe, pays qui connaissent cette année-là de graves situations de tensions internes mais pas de conflit armé interne.

état, à l'échelle latino-américaine, de niveaux de violence importants pour l'Équateur et le Paraguay, moyens pour le Honduras, le Nicaragua, le Mexique et la République Dominicaine, mais dans tous ces pays supérieurs à la moyenne mondiale et, enfin, faibles pour les autres pays, en particulier ceux du Cône Sud, le Costa Rica, le Pérou et la Bolivie, pour lesquels les niveaux sont comparables à ceux des États-Unis.

Ces données permettent également d'avoir une perspective temporelle : alors que la progression des décès liés à la violence a été générale dans la région dans les décennies 1980 et 1990, elle s'est stabilisée depuis lors. Seuls le Venezuela, le Guatemala et, dans une moindre mesure, l'Équateur, connaissent depuis 1995 une progression très sensible de cet indicateur.

Tableau 1. Cause du décès (données pour 100 000 habitants)

	1995 (homicides)	2000 (homicides)	2002	
			Violence	Guerre
Colombie	91,6	82,9	72,4	19,0
Salvador	35,7	46,2	38,4	0,2
Guatemala	21,6	n.d.	37,1	
Venezuela	15,6	26,0	35,2	
Brésil	26,6	29,8	32,6	
Équateur	14,0	15,1	23,1	
Paraguay	15,6	17,9	16,9	
Honduras	n.d.	n.d.	13,4	0,1
Nicaragua	11,3	11,8	11,4	
Mexique	17,1	13,0	10,2	
République Dominicaine	11,2	n.d.	10,2	
Panamá	11,1	12,6	9,7	
Argentine	5,0	6,2	8,8	
Costa Rica	5,4	6,0	6,5	
Uruguay	4,8	5,1	5,6	
Chili	2,9	4,3	5,5	
États-Unis	8,2	6,7	5,4	
Bolivie	n.d.	n.d.	4,0	
Pérou	6,2	n.d.	3,6	

Sources : pour 1995 et 2000 : Organisation panaméricaine de la santé, Unité de statistiques et d'analyse de la santé ; pour 2002 : Organisation mondiale de la santé, Département de mesure et d'information sur la santé.

Cet indicateur permet des comparaisons internationales. Mais il contribue à une vision « homogénéisante » de la violence, qui amalgame toutes les formes d'expression et met en avant l'existence d'un phénomène global, tout en centrant ce problème sur ses conséquences les plus graves (les homicides). La violence en Amérique latine est ainsi désormais considérée par les organismes multilatéraux dans une perspective épidémiologique.

Les analyses récentes sur les coûts de la violence pour les économies latino-américaines participent du même type de démarche. Par delà la diversité des estimations, elles convergent toutes pour signaler la dimension du problème. En 1995, une étude de la Banque interaméricaine de développement (BID) estimait le coût de la violence à quelque 25 % du PIB pour la Colombie ou le Salvador et à des taux situés entre 10 et 12 % pour le Brésil, le Mexique ou le Venezuela¹⁴. Or, ces coûts introduisent à la fois les effets directs de la violence (pertes physiques et matérielles), ceux qui sont estimés pour tenter de la prévenir (coûts de sécurité, publique et privée) mais également les gains perdus du fait de la violence (perte de confiance des investisseurs, par exemple). Une étude plus récente du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), portant exclusivement sur le coût réel, à la fois en termes de destruction et de protection, et excluant les coûts induits, concernant le Salvador, évalue ce coût en 2003 à environ 11 % du PIB¹⁵. Comme pour les statistiques d'homicides, ces calculs renvoient la perception d'un phénomène global, dont les différentes expressions, malgré la diversité de leurs causes, peuvent être agrégées.

¹⁴ *Violencia en América latina y el Caribe, un marco de referencia para la acción*, BID, Washington, 1998, <http://www.iadb.org/sds/doc/Soc-MBUVINIC1S.pdf>

¹⁵ *¿Cuanto cuesta la violencia a El Salvador?*, op. cit.

Les explications des causes de tels niveaux de violence procèdent également selon un principe d'agrégation similaire, même si elles cherchent à montrer la complexité des situations, en soulignant combien toute explication « monocausale » est difficile à fournir. Ainsi, la présence, par le passé, de contextes de violence extrême ne semble pas être un facteur permettant d'apporter une réponse générale à l'existence de hauts niveaux de violence contemporains. Le recours à la violence dans les régimes militaires au cours de la décennie 1980 n'a pas nécessairement laissé la place à des états de grande violence. Et, aujourd'hui, la situation très contrastée en matière de taux d'homicides dans quatre des pays latino-américains (Pérou, Guatemala, Nicaragua et Salvador) qui ont connu des guerres civiles ou des conflits armés internes avec des niveaux de violence très importants, tous résolus d'une manière ou d'une autre par des processus de négociation, avec des éléments de reconnaissance de la violence d'État, rend compte de cette diversité.

Il est de même très difficile d'établir une corrélation entre des indicateurs de violence, d'une part, et des indicateurs socio-économiques, d'autre part, et en particulier des niveaux de pauvreté et d'extrême pauvreté. Les seuls éléments qui semblent avoir une incidence au niveau statistique sur l'aggravation des situations de violence sont des changements importants et rapides en matière d'urbanisation et de dégradation dans la distribution des revenus. Au contraire, une hausse des niveaux d'éducation, en particulier au niveau secondaire, contribuerait à une réduction de la violence¹⁶. Ces indications permettent une forme de qualification de la violence, davantage présente dans les espaces sociaux de mobilité récente et dans ceux où coexistent de manière patente des niveaux de richesses très différents. Les quartiers périphériques des grandes métropoles latino-américaines, qui concentrent ces facteurs, sont effectivement soumis à des formes très

¹⁶ Mamadou Camara, Pierre Salama, « Homicides en Amérique du Sud : les pauvres sont-ils dangereux ? », *Revue Tiers Monde*, n° 174, avril 2003, p. 393-415.

diversifiées de violence. Cette identification a pu conduire à des explications de la violence liées à un faible niveau de capital social, c'est-à-dire, en reprenant la définition de Robert Putnam, à la fois « l'existence de relations entre les individus (et) les réseaux sociaux et les normes de réciprocité et de confiance qui en émanent »¹⁷, ces deux éléments s'auto-alimentant réciproquement. Néanmoins, l'explication doit là aussi être relativisée, de nombreuses études montrant combien les acteurs illégaux violents peuvent contribuer à créer des réseaux sociaux d'intégration, néanmoins bâtis sur des logiques de contrainte et de protection.

3. Instabilité des politiques de sécurité

Cet écart entre une explication générale et un éclatement des expressions de la violence contemporaine en Amérique latine semble d'autant plus fort qu'il n'est pas possible de proposer une explication monocausale par l'action de l'État. Là encore, des lectures fragmentées s'imposent. Pour une part, cette présence de la violence peut être interprétée comme une absence de norme étatique, face à laquelle la régulation des intérêts se ferait selon la loi du plus fort. Pour une autre part, la violence renverrait à toute action considérée par les États comme étant des actes de contrainte, des violations de la loi, elle dénoterait ainsi une forme de faiblesse de l'État en matière de contrôle effectif de sa population et de son territoire. Enfin, il est possible également de l'interpréter par le recours, de la part des agents publics (armée, police), à des formes d'action qui outrepassent leurs fonctions, symptôme d'une hypertrophie des appareils de sécurité publique ou du moins de pratiques peu conformes à celles qui sont attendues. Or, ces trois

¹⁷ R. Putnam, *Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community*, Simon and Schuster, New York, 2000, p. 19. Pour une présentation appliquée à l'Amérique latine, voir Polymnia Zagefka, « Le capital social : les transfigurations d'une notion », *Amérique latine, édition 2005*, La Documentation française, Paris, 2005, p. 119-130. Cette explication a été appliquée en particulier au développement des *maras* dans certains quartiers ou villes d'Amérique centrale.

logiques ne sont pas contradictoires entre elles, bien souvent elles coexistent.

C'est ainsi que l'on peut analyser et interpréter les effets des politiques contemporaines de lutte contre l'insécurité, telles qu'elles ont été récemment conçues et mises en œuvre en Amérique latine. Toutes sont fondées sur le constat non seulement de l'accroissement de la violence, mais également de la compréhension de celle-ci comme un phénomène sinon unique, du moins « homogénéisable » et, par conséquent, contre lequel il est possible de lutter de manière unique. Les expressions de ce qui a pu être qualifié de « populisme pénal »¹⁸ sont de plus en plus fréquentes en Amérique latine. Il s'agit d'agrèger toutes les formes de violences, tout en les identifiant à travers un acteur déterminé qui en serait le seul et unique responsable, et de proclamer une « guerre » ou une « bataille » contre la violence et le crime. Ainsi, en Amérique centrale, ces discours considèrent fréquemment que l'ensemble de la violence s'explique par l'action des *maras*. De même au Brésil, où les organisations criminelles sont pointées du doigt. Dans les deux cas, il est proposé d'éradiquer ces acteurs pour que le problème n'existe plus. Ces déclarations s'accompagnent dans les débats publics de tout un ensemble de mesures juridiques présentées comme indispensables face à la gravité de la situation, comme la réduction de l'âge légal pour permettre de déclencher certaines poursuites, l'aggravation des peines, ou la remise en question de la prohibition de la peine de mort, alors même que, dans la région, tous les pays, sauf le Guatemala, ont aboli cette sanction. Ce sont autant de déclarations qui contribuent à fragiliser encore davantage les normes juridiques des pays latino-américains, dont l'une des caractéristiques a été, historiquement, un certain progressisme.

Au-delà de ces discours incantatoires, des politiques de lutte contre l'insécurité ont été mises en œuvre quasiment dans tous les pays. Les

¹⁸ Lucia Dammert, Patricia Arias, « El desafío de la delincuencia en América Latina », dans Lucia Dammert, Liza Zúñiga, *Seguridad y violencia : desafíos para la ciudadanía*, Flacso, Santiago, 2007, p. 37

approches locales, fondées sur une compréhension approfondie des contextes qui pouvaient conduire à des faits de violence, sont plutôt rares, mais leurs résultats sont suffisamment éloquents pour être signalés : la réduction très significative de la violence à Bogota dans les années récentes¹⁹ est ainsi directement liée aux programmes municipaux appliqués par les trois derniers maires, aux options divergentes mais qui ont eu des effets convergents en matière de réduction de la violence : les programmes très médiatiques mis en œuvre par Antanas Mockus pendant ses deux mandats (1995-1997 et 2001-2003), les différentes actions d'investissement public dans l'amélioration des infrastructures locales menées par Enrique Peñalosa (1998-2000) et, enfin, celles en faveur de l'égalité sociale de Luis Eduardo Garzón (2004-2007). D'autres villes latino-américaines ont mis en œuvre des politiques de sécurité communautaire, ou de participation citoyenne dans les questions de protection, avec l'idée d'un rapprochement entre les sociétés locales et les polices en tant que garantie d'une meilleure sécurité. Si ces expériences permettent souvent d'améliorer les relations entre les habitants et les forces de l'ordre, elles ne garantissent pas pour autant une réduction de la criminalité.

Néanmoins, la plupart des politiques de lutte contre l'insécurité sont menées en s'inspirant de logiques plus répressives. Les expériences de « tolérance zéro » mises en œuvre dans certaines métropoles nord-américaines ont été adoptées à Mexico ou dans des grandes villes du Brésil. Au niveau national, quasiment tous les gouvernements mettent en place des politiques de lutte contre l'insécurité. Ainsi, en Colombie, le président Álvaro Uribe, élu en 2002, réélu en 2006, a instauré une politique de « sécurité démocratique » qui entend lutter contre toutes les formes de violence, criminalité, guérillas et trafic de drogue. Le processus de démobilisation des organisations paramilitaires mené dans

¹⁹ D'après les données de la mairie de Bogota, le nombre de morts violentes est passé de 89 pour 100 000 en 1996 à 38 en 2005. En valeur absolue, le nombre de décès pour causes violentes a diminué de moitié. Voir Informes de Seguridad sur <http://www.veeduridistrital.gov.co>

ce cadre a conduit en réalité à la fois à un processus de réduction *de facto* des possibilités de poursuites pénales à l'encontre de ces groupes et à leur intégration dans la vie institutionnelle, sans pour autant contribuer à une réduction sensible du recours à la violence. En Amérique centrale, les gouvernements du Salvador et du Honduras en particulier ont lancé des plans « Mano dura » puis « Super Mano dura » qui entendent renforcer les capacités d'actions contre les *maras*, essentiellement en octroyant à l'armée des fonctions de police, en rendant les arrestations et la mise en détention plus faciles à mettre en œuvre, et en allégeant les contraintes légales de protection des personnes inculpées dans le cas de poursuites judiciaires. La lutte contre les *maras*, à l'instar de la lutte contre le trafic de drogue, a même acquis une dimension régionale, avec l'organisation de sommets intergouvernementaux sur la question, auxquels participent non seulement les pays d'Amérique centrale, mais également le Mexique et surtout les États-Unis. Or, malgré le fait qu'elles affirment défendre les valeurs démocratiques, ces politiques répressives conduisent en réalité à renforcer le caractère poreux des limites entre ce qui est considéré comme violent et ce qui ne l'est pas, et à légitimer le recours à des méthodes violentes de la part des forces de l'ordre.

Depuis la décennie 1980, les transitions démocratiques, qui ont inclus dans certains pays des résolutions négociées des conflits armés internes et/ou la reconnaissance de hauts niveaux de violence par les autorités étatiques pendant les régimes dictatoriaux, ont effectivement permis un changement politique et institutionnel considérable, par la mise en place d'élections libres et dont le résultat est respecté. La violence, au sens de la contestation de ces normes, est désormais condamnée en tant que mode d'accès au pouvoir. Néanmoins, ces transitions ne sont pas véritablement parvenues à une délégitimation du recours à la violence dans les relations politiques et sociales plus quotidiennes. Dans l'Amérique latine contemporaine, où les États sont à la fois affectés par un affaiblissement de leurs capacités d'action, du fait des réformes néolibérales, et où les sociétés sont de plus en plus fragmentées par

l'accroissement des inégalités en matière de distribution des revenus, le maintien de la violence à des niveaux très élevés montre au contraire que persistent des formes plus insidieuses de normalisation, banalisation ou « routinisation » de la violence dans les relations politiques et sociales.

Bibliographie complémentaire

« Armed Actors, Violence and Democracy in Latin America in the 1990s », *Bulletin of Latin American Research*, 20, 4, 2001, p. 401-519.

« Ciudadanía y violencia social », *Revista Quorum*, n° 16, 2006, www.revistaquorum.es

Hugo Frühling, Joseph Tulchin, Heather Golding, *Crime and Violence in Latin America : Citizen Security, Democracy and the State*, Wilson Center Press, Washington, 2003.

Camille Goirand, « Violence et démocratie en Amérique latine », *Amérique latine 2002*, La Documentation française, Paris, 2002, p. 13-37.

Kees Koonings, Dirk Kruijt, *Fractured Cities : Social Exclusion, Urban Violence and Contested Spaces in Latin America*, Zed Books, Londres, 2007.

Kees Koonings, Dirk Kruijt, *Armed Actors : Organized Violence and State Failure in Latin America*, Zed Books, Londres, 2004.

Caroline Moser, Cathy McIlwaine, « Latin American Urban Violence as a Development Concern : towards a Framework for Violence Reduction », *World Development*, 2006, vol. 34, n° 1, p. 89-112.

Daniel Pécaut (entretien avec), « La violence politique et civile », *Questions internationales*, n° 18, mars 2006, p. 60-68.

« Violence and Social Disorder », *Journal of Latin American Studies*, 38, 2, 2006, p. 241-408.